

**Conversation Européenne #1**  
**20 septembre 2018**

**France, Allemagne, Italie quelle nouvelle donne pour l'Europe ?**

**Avec**

**Johanna Luysen**, journaliste et correspondante à Berlin pour *Libération*

**Jens Althoff**, directeur de la Heinrich-Böll-Stiftung France

**Michela Marzano**, ancienne députée du Partito Democratico, philosophe et professeure à l'université Paris V

**Édouard Gaudot**, membre du comité d'orientation d'EuropaNova (modérateur)

La démocratie est une conversation entre citoyens. Nos « conversations européennes » inaugurées ce jour, à la Maison de l'Europe de Paris, veulent répondre à un double objectif : informer et contribuer au débat public sur les dynamiques politiques à l'œuvre en Europe et ainsi, faire des sujets européens des objets de discussion publique aussi convenus et légitimes que les questions du quotidien. En démystifiant l'Europe, l'idée est de reprendre la main sur le débat confisqué par le duo 'technocrates et populistes' pour en faire un objet politique, comme les autres, à la portée de chaque citoyen.

Le 4 mars 2018, les Italiens renouvelaient leur Parlement, pendant que les membres du SPD en Allemagne votaient par référendum pour accepter (2/3 en faveur) d'entrer en coalition avec la CDU d'Angela Merkel pour son 4e mandat de Chancelière. Pendant ce temps, sous l'impulsion de son nouveau président élu moins d'un an auparavant, la France redevient un acteur essentiel du jeu européen.

**Les dynamiques françaises, italiennes et allemandes, aboutissent au même constat : les partis traditionnels perdent du terrain face aux partis populistes chez qui l'Europe occupe la place de bouc émissaire. Pour le lancement des « Conversations européennes », il apparaissait indispensable de soulever la question des conséquences inhérentes aux résultats de ces scrutins dans ces trois pays, autour de trois intervenants possédant chacun un point de vue et une expertise différente.**



Journaliste, **Johanna Luysen** a suivi les derniers mois politiques en Allemagne. Elle nous rappelle toutes les difficultés qu'a eues

Angela Merkel pour mettre sur pied son nouveau gouvernement, de l'échec de la coalition dite « Jamaïque » - CDU/CSU, Verts et FDP – jusqu'à la difficile mise en place d'une nouvelle grande coalition.

Des deux perspectives sur l'Allemagne, en particulier pour **Jens Althoff**, l'une des principales nouveautés en Allemagne réside dans l'apparition de ces forces anti-européennes, se réappropriant une vision du récit national jusqu'ici taboue dans le pays.



Au-delà de la nouvelle donne pour l'Europe que constitue le succès de ces nouvelles formations - qualifiées en général de « populistes », en

particulier en Italie - rappelle **Michela Marzano**, l'enjeu fondamental, au cœur de cette séquence électorale, est celui de la confiance entre le pouvoir politique et le peuple. Ainsi, nous rappelle-t-elle un principe essentiel en politique : « la parole a une valeur, mais elle perd de sa valeur quand elle entre en contradiction avec les gestes ». Un sentiment partagé par l'ensemble des intervenants et la salle d'où émerge le rappel d'un certain décalage aussi entre la parole et les actes sur les valeurs européennes même chez le Président

La question réside cependant dans le score important du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland, qui a imposé ses thèmes (rejet des migrations, de l'islam, de l'UE) durant une campagne autrement jugée morne. Cette nouvelle donne politique a remis en cause les dynamiques internes des deux grands partis que sont la CDU/CSU et le SPD, en les obligeant à se positionner vis-à-vis de l'AFD, faisant ainsi apparaître des lignes de fractures longtemps invisibles.



français Emmanuel Macron, en particulier sur l'accueil des réfugiés.

Au cœur de cette confiance à réinstaurer se trouve la jeunesse. Insistant sur le travail d'éducation qu'elle juge indispensable, **Michela Marzano** confie sa déception pour les partis de gauche dans l'abandon des valeurs d'ouverture et d'acceptation de l'altérité, « qui a laissé tomber les valeurs de gauche, si ce n'est la gauche elle-même ? ». Aux trois grands défis pour la politique nationale et européenne que sont les migrations (altérité), les inégalités (solidarité) et la confiance (honnêteté), seuls les populistes et la droite-extrême anti-européenne semblent offrir des réponses claires, même si elles sont injustes et tronquées.

Toutefois, d'autres facteurs doivent être pris en compte pour mesurer la perte de confiance, insistent **Jens Althoff** et d'autres voix dans le public. Les trajectoires de la gauche européenne

« écartelée » entre ses valeurs historiques et son tournant social-libéral - vécu par certains comme une « trahison » - illustrent une des ambivalences essentielles de la crise de confiance européenne : n'est-ce pas plutôt un manque de volonté coupable ou une impuissance inavouée ?

Sans vision claire et assumée, la parole et l'action publiques se vident ainsi de leur

sens. Au niveau européen une question se pose alors : le projet ne manquerait-il pas de la dimension « utopique » de ses origines, articulée sur un discours positif mobilisateur pour la jeunesse ? Redonner de l'espoir aux nouvelles générations, démocratiser davantage encore Erasmus, fournir à chacun des garanties de réussite en Europe et afficher l'Europe comme un idéal... les prises de paroles successives convergent dans un ensemble mariant les projets concrets au discours général.



Une discussion, surtout en démocratie, n'a pas toujours de conclusion, rappelle **Édouard Gaudot** à l'issue du débat. Les conflits d'interprétation - et entre différentes positions - sont inhérents à nos démocraties nationales autant qu'à la démocratie européenne que nous voulons construire. Cette conversation a pu réunir les perspectives de trois sociétés majeures de

l'Europe mais la « nouvelle donne européenne » ne s'y limite pas. Il convient de les prendre en compte afin de répondre à cette question essentielle pour le débat citoyen sur l'Europe : comment bâtir de l'unité européenne dans la diversité des Européens, non pas contre l'altérité (les migrants ou l'Islam), contre un ennemi extérieur (Russie, Chine ou USA) mais bien pour quelque chose qui dépasse ces conflits ?